Le déshonneur d'être « gouverné de par Bretons » : gouvernements et identités allochtones en Guyenne française, 1451-1462

Pierre Prétou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1012>

DOI : 10.4000/abpo.1012

ISBN : 978-2-7535-1517-8

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 avril 2010

Pagination : 165-174

ISBN : 978-2-7535-1146-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Pierre Prétou, « Le déshonneur d'être « gouverné de par Bretons » : gouvernements et identités allochtones en Guyenne française, 1451-1462 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 117-1 | 2010, mis en ligne le 20 avril 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1012> ; DOI : 10.4000/abpo.1012

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Presses universitaires de Rennes

Le déshonneur d'être « gouverné de par Bretons » : gouvernements et identités allochtones en Guyenne française, 1451-1462

Pierre Prétou

- ¹ L'histoire du couturier Bernard de Castaings, né à Dax, résidant à Bordeaux, mais banni pour crime de parole en Angleterre après avoir assimilé la couronne de France aux intérêts bretons, illustre singulièrement l'état d'enchevêtrement conceptuel auquel nous renvoient les conceptions tardives de l'étranger médiéval. Rebelle banni, allogène de tout lieu, Bernard de Castaings n'imaginait pas devenir apatride lorsque, entre 1457 et 1458, ses adversaires l'accusèrent d'avoir injurié Charles VII, sa couronne et ses officiers. La dénonciation des « hayneulx » du couturier, après avoir alerté le procureur du roi, déclencha l'arrestation et l'emprisonnement au château de l'Ombrière à Bordeaux. Interrogé par les gens du sénéchal de Guyenne, il nia les faits que les témoins lui imputèrent pourtant. Selon ces derniers, il avait commis un crime de parole¹, six ans plus tôt, en injuriant Charles VII, ce « roi de cartes » et roi des « marchands de Paris ». En qualifiant de « Bretons » les officiers du Valois, il avait également comparé ces derniers à des chats de gouttière, avant de faire mine de vouloir tuer ces félines effigies. Enfin, il aurait déclaré « que ce seroit deshonneur que le pais de Bourdeloys fut gouverne de par Bretons ! ». Malgré ses dénégations, le couturier fut convaincu de crime de parole et la justice de Guyenne le condamna au bannissement². Bernard de Castaings dut alors s'exiler en Angleterre. D'outre-Manche, il fit supplier le roi et en 1462, à l'occasion d'une entrée souveraine à Bordeaux, Louis XI reçut la supplique du malheureux qu'il accepta de gracier en le rappelant au pays. Bernard de Castaings redevint alors bon sujet de son roi. Une lettre de rémission et de rappel de ban en résulta, acte que nous éditons ci-après. Ce document autorise un regard singulier sur la fabrique de l'étrangeté au milieu du xv^e siècle, lorsque plusieurs définitions s'affrontent dans une même affaire. Au-delà des

peines et des faveurs dont le couturier fit l'objet, son cas témoigne de l'essor d'une définition royale de l'étranger adaptée aux territoires rétifs mis en sujétion par les Valois, et qui reposait sur la mesure attentive de la fidélité des hommes.

Conquête et tourmentes identitaires

- 2 La conquête de la Guyenne troublait particulièrement les ralliements aux identités souveraines. Traditionnellement attachée à la couronne d'Angleterre, la municipalité de Bordeaux s'était rebellée en 1452 avant de devoir rendre les armes après la victoire de Castillon³. En moins de trois ans, le pays avait changé quatre fois d'obédience et les propos de Bernard Castaings illustraient bien l'état d'esprit des gens de métier, ralliés aux intérêts des marchands régionaux. Pour ces derniers, la royauté française était une royauté étrangère implantée par la force des armes. Elle menaçait les activités marchandes qui unissaient le Bordelais au marché anglais⁴. On ne peut donc être surpris de rencontrer un couturier qui ne reconnaissait pas la légitimité de Charles VII, identifié comme un roi partisan et promoteur des intérêts des marchands de Paris. Ces paroles « mal sonnantes », Bernard de Castaings les avait proférées alors que les compagnies de Charles VII avaient entrepris la réduction en obéissance du Bordelais consécutive à sa rébellion. À l'instar de sa municipalité, Bernard de Castaings se sentait spolié par des étrangers triomphants qu'il appréhendait à l'aune de son vécu professionnel. Les officiers implantés par le Valois menaçaient des élites dépossédées de leur rôle traditionnel. En les désignant sous le terme de « Bretons », le couturier faisait en réalité allusion aux origines d'Olivier de Coëtivy, nommé sénéchal de Guyenne par Charles VII. Cette inacceptable nomination laissait entrevoir que l'on favoriserait les adversaires commerciaux de la cité portuaire : remettre Bordeaux aux Bretons revenait à livrer la cité portuaire à une nation marchande rivale. Le propos paraissait facile et sans danger car le sénéchal, capturé lors du retour de Talbot, avait alors été livré aux Anglais. En 1457, date à laquelle le couturier fut arrêté, la rançon d'Olivier de Coëtivy, chambellan et conseiller du roi, n'avait toujours pas été acquittée : la dénonciation n'en était que plus efficace. Le paiement, achevé l'année d'après, permit la délivrance et le mariage du serviteur du roi avec Marie de France, fille de Charles VII et d'Agnès Sorel. L'homme ne pouvait toutefois être assimilé totalement aux intérêts bretons. Sa famille avait rallié le lys de France et mis ses armes au service des Valois. Son aîné, Prégent, avait obtenu la charge d'amiral de France, tandis que son oncle, Tanguy du Chastel, grand favori du souverain, avait occupé la charge de prévôt de Paris. Les Coëtivy furent largement dotés, en particulier à Taillebourg, sur les biens confisqués aux rebelles qu'ils avaient contribué à défaire militairement. Noble breton, le sénéchal de Guyenne était donc, avant tout, fidèle parmi les fidèles, l'envoyé de Charles VII dans une région aux obédiences incertaines, précisément parce que sa fidélité lui semblait inébranlable. Pour beaucoup de Bordelais ralliés à la croix rouge d'Angleterre, la nomination de cet officier revenait à hisser la croix blanche des Valois dans une cité qui n'en voulait pas.

Rigueur royale et fabrique de l'étrangeté

- 3 À l'occasion de la seconde réduction en obéissance, Charles VII avait aboli la trahison bordelaise mais la lettre d'abolition ne put bénéficier au condamné⁵. Là encore, cette situation n'étonnera pas : l'apparence de la libéralité cachait mal la rigueur de la reprise

en main⁶. La rébellion de Bordeaux confirmait en effet la fragilité des fidélités régionales, tiraillées entre les intérêts rivaux de deux couronnes souveraines et de trois grandes maisons féodales⁷. Face à la trahison, le conseil du roi avait recommandé de « pugnir » les Bordelais, « qui pouvoient bien estre comparez à Judas⁸ », « tellement que ce fust exemple aux aultres et memore perpetuelle⁹ ». La cité portuaire fut placée sous « bride et subgection¹⁰ » et l'on confia le gouvernement à des étrangers au pays, tenus par la seule faveur du roi et moins enclins aux changements d'obédience que ne l'étaient les élites régionales. Au lendemain de la conquête, alors que les Lannes étaient confiées au capitaine écossais Robin Petit Lo¹¹, la Guyenne fut remise à Olivier Coëtivy. Ces sénéchaux se hâtèrent de réformer le pays tout en poursuivant les rebelles avec l'ardeur que suscitent les perspectives de confiscation de biens. Le roi gouvernait donc à l'aide d'étrangers haïs de leur province et ce n'est pas un hasard si à la même date, Jean Fouquet, en peignant une *Adoration des Mages* qui célébrait le triomphe de Charles VII, avait figuré ce dernier en roi mage¹². L'analogie picturale produite par le patronage des étrangers accompagnait une assimilation du massacre des saints Innocents à la prise de la Guyenne, tandis que l'étoile de Bethléem faisait écho au miracle de Bayonne¹³. En l'enchâssant entre sa garde du corps écossaise et le corps du Christ, le peintre avait logé le souverain Roi Mage entre les deux maisons, spirituelle et temporelle, de la royauté. Enfin, le caractère tardif de la dénonciation qui accabla Bernard de Castaings n'étonnera pas non plus. Elle démontre que quatre ans après la seconde chute de Bordeaux, les tensions demeuraient vives. À la même date, le roi Charles VII ne s'y trompait pas et, dans un courrier expédié au roi d'Écosse, il écrivait : « Et quant au pais de Guyenne, chacun scet que a este Anglois l'espace de trois cent ans ou environ et sont ceux du pays, de leur droicte condition, tous enclins au parti d'Angleterre ; par quoy est besoing de y pourvoir plus que a nul autre de ses pais¹⁴. » En conséquence, les officiers pourchassaient encore les rebelles. Les « hayneulx » du suppliant virent là un moyen efficace de faire chuter leur adversaire. Le bannissement pour crime de parole confirma cette analyse et Bernard de Castaings dut s'exiler en Angleterre où d'autres familles bordelaises avaient été chassées en 1453¹⁵. Ni les Grands Jours de Bordeaux en 145¹⁶, ni l'entérinement de la lettre d'abolition en parlement le 24 janvier 1457¹⁷, ne permirent au suppliant d'échapper à la punition. Cet acharnement laisse songeur, d'autant qu'il arguait de sa « pouvrette » et « petite faculte ». Chose certaine, l'exemplarité de la sanction était toujours utile à la sénéchaussée de Guyenne à la date de la condamnation.

Grâce, sujétion et naturalité

- 4 En 1457, tout Bordelais s'étant déclaré ostensiblement en faveur des intérêts liés au gouvernement anglais pouvait encore être frappé de bannissement. Autrement dit, les habitants étaient gouvernés comme des étrangers à leur nouveau roi et ils l'étaient par des étrangers, perçus comme Bretons ou Écossais, auxquels le roi avait confié les postes clefs de la puissance publique. Ce gouvernement allochtone ne tarda pas à contrarier les Bordelais. Tandis que les mécontents jetaient des pierres sur les gens du sénéchal dans les rues, les familles expropriées se crispaient sur leurs domaines confisqués¹⁸. Malgré l'agitation des lendemains de la conquête, Charles VII protégea systématiquement ses envoyés par l'exercice distant du pouvoir de grâce¹⁹. Il fallait tenir, punir les rebelles et soutenir les fidèles. Les officiers du Valois y acquirent une réputation détestable d'ennemis de la région où ils servaient. La haine enfla tant que la mort de Charles VII

ouvrit un grand espoir de changement de politique royale. Comme les Bordelais, le fils du roi défunt n'avait que colère à adresser aux serviteurs de son père. Dès son avènement en 1461, Louis XI confirma les intentions qui lui étaient prêtées en rappelant le comte d'Armagnac de son exil, tout en chassant les officiers honnis. Le signal du retour arrivé, les bannis revinrent en Guyenne à la rencontre de Louis XI qui multiplia les entrées royales en Guyenne entre 1462 et 1463. C'est à cette occasion que Bernard de Castaings parvint à introduire sa supplique. Lui qui avait vraisemblablement été banni pour l'exemple en 1457, était maintenant rappelé pour des raisons similaires. Louis XI retirait ici tous les fruits de la politique rigoureuse de son père. Boucs émissaires entre les Gascons et le roi, les officiers étrangers avaient cristallisé et détourné les haines régionales. En les sacrifiant sur l'autel de son joyeux avènement, Louis XI ralliait l'ensemble de la Guyenne à son autorité tandis que le changement de règne validait en fait la politique de mise en sujétion des espaces conquis sur la croix rouge. Un couturier banni pouvait bien redevenir un bon sujet du roi méritant l'amour de son souverain car, cette fois, la grâce l'attacherait au Valois. Exit les rivaux bretons, la rébellion, le roi étranger et la couronne d'Angleterre : l'identité de Bernard de Castaings achevait son errance, de même que l'homme qui la portait. Fidélité et infidélité s'étaient certes succédé mais avaient été célébrées par la construction royale avec une même force.

- 5 Entre 1457 et 1462, le destin personnel de Bernard de Castaings avait été ballotté par les intérêts aléatoires d'une politique de soutien aux fidèles et de punition des rebelles. Bretons, Parisiens, Français, Anglais ou Bordelais : les appartenances se précipitaient autour d'une affaire de crime de parole bien discutable. Devenu apatride pour l'exemple nécessaire aux intérêts de Charles VII, le cas servit encore cinq ans plus tard en fondant la miséricorde royale déployée par Louis XI. Le gouvernement allochtone de la Guyenne connut lui aussi son exil, une fois validé le ralliement de l'ensemble régional. En conséquence, l'extrême réversibilité des identités consécutives de la mise en sujétion de la Guyenne infléchissait nettement les définitions traditionnelles de l'étrangeté. Pour les Bordelais, l'étranger nommé s'appréhendait en partie dans les rivalités commerciales et la détention des droits de bourgeoisie. Là étaient les « Bretons » de Bernard de Castaings. Toutefois, cette étrangeté du commerce et des intérêts municipaux avait vu se superposer une autre définition, définition qui n'était pas uniquement une notion d'étranger à la seigneurie des Valois²⁰. En exilant, rejetant, ou réintégrant, le souverain inspectait et éprouvait la fidélité de ses sujets qu'il accompagnait tantôt par la grâce, tantôt par la punition. Amour du roi et fidélité à sa personne : l'être du roi devait l'emporter en Guyenne. L'histoire mouvementée de Bernard de Castaings témoigne donc de ce glissement qui fit que l'identité de l'être l'emporta sur celle de l'avoir dans une définition de l'étranger revisitée par la bonne sujétion et promue par la construction royale. Au final, que l'on change de ville, de patrie, de politique, de roi ou d'officiers, seule la fidélité demeure comme unique continuité dans la fabrique de l'étrangeté en Guyenne au milieu du xv^e siècle.

ANNEXES

1462 [n. st.], mars. Bordeaux.

Rémission et rappel de ban en faveur de Bernard de Castaings, couturier, natif de Dax, réfugié en Angleterre et banni de la ville de Bordeaux, en raison d'un crime de parole commis à l'encontre du Roi de France et de son sénéchal de Guyenne.

A. Original perdu.

B. Enregistrement de A dans les registres du Trésor des Chartes, Arch. nat., JJ 198, n° 293, f° 255 v°.

[En marge :] II^c IIII^{xx} XIII Remissio pro Bernardo de Castaings

Loys par la grace de Dieu roy de France savoir faisons a tous presens et a venir nous avoir receu humble supplicacion/de Bernard de Castaings dit d'Actz povre homme cousturier aage de trente et cinq ans a ou environ/natif de la ville d'Actz contenant que par long temps il a demoure en notre ville de Bourdeaulx ou/il y a aprins son mestier de cousturier auquel lieu il s'est bien doucement gouverne sans aucun/meffait ne mesdit a aucun et soit ainsi que depuis la reduction derreniere de nostre dicte ville de Bourdeaulx en notre obeissance c'est assavoir en l'an mil CCCC cinquante et sept aucuns ses hayneulx voulans/le destruire lui misdrent sur qu'il avoit este traictre et dit plusieurs parolles mal sonnantes/de notre tres chier feu seigneur et pere que Dieu absoille et de sa seigneurie et d'autres ses obeissans/et que durant le siege de [sic] estans a Blaye de par notre dit feu seigneur et pere qu'il avoit dit qu'il estoit/roy de France mais roy de cartes et des merciers de Paris se qu'il ne dit oncques et aussi/desprises et blasmes ses dits officiers c'est a savoir le seneschal de Guienne en disant aucunes parolles/comme en comparagent les Bretons a chatz et disans telz et semblables parolles d'un chapt qui/estoit a une goutiere « Par les playes Dieu se je le tenoy je le tueroye en despit des Bretons ! »/et aussy « que ce seroit deshonneur que le pais de Bourdeloys fut gouverne de par Bretons » pour lesquelles/choses ou autrement le dit [suppliant] fut a la requeste du procureur de notre dit feu seigneur et pere prins par/certain sergent royal et constitue prisonnier es prisons de notre chastel de l'Ombriere ou il fut/par aucun temps et apres ce qu'il eut este interroge par l'accesseur dudit seneschal de/Guienne ou autres a ce commis sur les choses dessus dites et plusieurs autres au moien que devant eulx aucuns/contre verite deposerent qu'il avoit dit lesdites parolles tant de notre dit feu seigneur et pere/que dudit seneschal de Guienne se qu'il ne confessa oncques mais l'a tousiours nye en effaict/et contraire ceulx qui ainsi l'avoient dit corps pour corps par sentence et defaults/en jugement par le dit accesseur du lieutenant dudit seneschal de Guienne que pour les dites causes/et autres declairees plus a plein en ladite sentence et mesmement pour plusieurs causes a ce/mouvans la dite court dudit seneschal il s'en yroit de la dite ville et partiroit hors d'icelle/et du pais de Guienne dedans ung moys hors proces en suivant sans jamais entrer/ne demourer en ladite ville sur peine de confiscacion decorps et de biens et perdre le/benefice de l'efait de l'abolicion octroyee par notre dit feu seigneur et pere au bourgeois/et citoyens de la dicte ville de Bourdeaulx dont il s'estoit aide et volu aider jusques a ce/que notre dit feu seigneur et pere en fust autrement ordonne et par ce moien advenu icellui/poure suppliant qui est homme de mestier et de petite faculte de partir de la dite ville et du dit/pais de Guienne et s'est retraict ou royaume d'Angleterre ou il s'est depuis le dit temps tenu/a sa tres grant desplaisance et ne oseroit jamais retourner ne seurement converser en/la dite ville de Bourdeaulx ne aillieurs ou dit pais se notre grace ne lui estoit sur ce impartie/ainsi qu'il nous a fait remonstrer requerant

humblement que actendu qu'il est homme/de mestier et de petite faculte et desja a este futif et absent d'icellui pais l'espace de/trois ou quatre ans ou environ que piteuse chose seroit que soubz ombre desdites parolles/a lui mises sans qu'il a dictes il fust et demourast ainsi banny de la dite ville et ses biens/confisque il nous plaise sur ce lui impartir notre grace. Pourquoi nous ces choses/considerées voulans misericorde preferer a rigueur de justice au dit poure suppliant qui/sur ce nous a fait requerir avons quicte remis et pardonne quictons remectons et/pardonnons de grace especial plaine puissance et auctorite royal par ces presentes ledit bannissement et retraict oudit royaume d'Angleterre avec les cas et deliz dont icellui ban est ensuy/ensemble toute peine offense et amende corporelle criminelle et civile en quoy pour occasion/dudit cas il pourroit estre venu envers nous et justice et l'avons rappelle et rappelons/en son hostel et domicile audit lieu de Bourdeaux es pais de Guienne et restitue et restituons/a sa bonne fame et renommée a ses biens non confisque et sur ce imposons sillance perpetuel/a notre procureur presens et a venir. Si donnons en mandement par ces presentes a notre seneschal/d'icelle seneschauce de Guienne et a tous noz autres justiciers ou a leurs lieutenans presens/et a venir et a chacun d'eulx si comme a lui appartendra que de noz presens grace quittance et rappel de/ban facent seuffrent et laissent le dit suppliant joir et user pleinement et paisiblement/sans lui faire mectre ou donne souffrir estre mis ou donne ores ne pour le temps a venir/aucun empeschement ou destourbier au contraire en corps ne en biens en quelconque maniere/que ce soit lequel se fait mis ou donne lui avoit este mis ou donne ilz l'ostent ou/facent oster et mectre tantost et sans delay chacun en droit soy au premier estat et deu/et affin que ce soit chose ferme et estable a tousiours nous avons fait mectre notre/seel a ces dites presentes sauf en autre choses notre droit et l'autrui en toutes. Donne a Bourdeaux ou moys de mars l'an de grace mil CCC soixante et ung/et de notre regne le premier. [Ainsi signé :] par le roy a la relacion du conseil. Canpeau. Visa. Contentor.

NOTES DE FIN

1. Sur la criminalisation de la parole à la fin du Moyen Âge : LEVELEUX, Corinne, *La Parole interdite. Le blasphème dans la France médiévale (XIII^e-XVI^e siècles) : du péché au crime*, Paris, De Boccard, coll. « Romanité et modernité du droit », 2002, p. 373 sqq.
2. Sur les conséquences du bannissement : ZAREMSKA, Hanna, *Les Bannis au Moyen Âge*, Paris, Aubier Montaigne, coll. « Historique », 1996.
3. Sur la chronologie et l'attachement à la couronne d'Angleterre, nous renvoyons à BOUTRUCHE, Robert, *Bordeaux de 1453 à 1715*, Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1966, p. 9-30.
4. BOCHACA, Michel, « Le commerce de Bordeaux dans la seconde moitié du XV^e siècle : du marasme à la reprise des affaires », dans AUGERON, Mickaël et GUILLEMET, Dominique, *Champlain ou les portes du Nouveau Monde. Cinq siècles d'échanges entre le Centre-Ouest français et l'Amérique du Nord*, La Crèche, Geste Éditions, 2004, p. 42-46.
5. Charles VII accorde abolition aux Bordelais à l'issue de la seconde chute de la Guyenne. Cette miséricorde relatée par les chroniqueurs Mathieu d'Escouchy et Jean Chartier ne fut pourtant pas entérinée en parlement avant le 24 janvier 1457. Dans les faits, le roi laissa les sénéchaux poursuivre les rebelles jusqu'à cette date. Or, la lettre de rémission indique que le suppliant ne put s'aider de l'abolition alors même qu'il aurait été condamné dans le courant de l'année 1457, voire 1458 si l'on avise le style. Il subsiste donc un point d'ombre sur la justification de cette non-application. Voir *Ordonnances des Rois de France*, XIV, 271, également édité dans GOURON, Marcel, *Recueil des privilèges accordés à la ville de Bordeaux par*

Charles VII et Louis XI, Archives municipales de Bordeaux, Bordeaux, Castéra, 1938, p. 31 et sqq.

6. CHARTIER, Jean, *Chronique de Charles VII, roi de France*, chap. 258, éd. par VALLET DE VIRIVILLE, Paris, P. Jannet, 1858, t. II et III.

7. *Chronique* de Mathieu d'Escouchy, chap. XCIX ; éd. par DU FRESNE DE BEAUCOURT, Paris, Renouard, 1863, t. II.

8. Reproduction de la miniature dans REYNAUD, Nicole, *Jean Fouquet, Les heures d'Etienne Chevalier*, Paris, Faton, p. 33.

9. STEVENSON, John, *Letters and papers illustrative of the wars of the English in France during the reign of Henry the Sixth, King of England*, Londres, Longman Green Roberts, 1861-1864, t. I, p. 343.

10. PEYRÈGNE, A., « Les émigrés gascons en Angleterre, 1453-1485 », *Annales du Midi*, t. 66, p. 113-128.

11. « Registres des Grands Jours de Bordeaux », *Archives historiques du département de la Gironde*, t. IX, Bordeaux, 1867.

12. GOURON, Marcel, *Recueil des privilèges...*, op. cit., p. 31 sqq.

13. Les gens de l'évêque affrontaient les serviteurs du sénéchal en raison de lourds différends relatifs à l'exercice de la justice ecclésiastique et de l'application des principes de la Pragmatique. De même, les officiers du roi peinaient à s'emparer des domaines confisqués aux rebelles, lorsque ceux-ci s'y maintenaient. Voir « Registres des Grands Jours de Bordeaux », *Archives historiques du département de la Gironde*, t. IX, Bordeaux, 1867.

14. PRÉTOU, Pierre, *Justice et société en Gascogne : 1360-1526*, thèse de l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 2004, p. 366 sqq.

15. Sur l'émergence de l'étranger au royaume : ALTEROCHE, Bernard d', *De l'Étranger à la seigneurie à l'étranger au royaume, XI^e-XV^e siècles*, Paris, LGDJ, 2002.

16. « Registres des Grands Jours de Bordeaux », *Archives historiques du département de la Gironde*, t. IX, Bordeaux, 1867.

17. GOURON, Marcel, *Recueil des privilèges...*, op. cit., p. 31 sqq.

18. Les gens de l'évêque affrontaient les serviteurs du sénéchal en raison de lourds différends relatifs à l'exercice de la justice ecclésiastique et de l'application des principes de la Pragmatique. De même, les officiers du roi peinaient à s'emparer des domaines confisqués aux rebelles, lorsque ceux-ci s'y maintenaient. Voir « Registres des Grands Jours de Bordeaux », *Archives historiques du département de la Gironde*, t. IX, Bordeaux, 1867.

19. PRÉTOU, Pierre, *Justice et société en Gascogne : 1360-1526*, thèse de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 2004, p. 366 sqq.

20. Sur l'émergence de l'étranger au royaume : ALTEROCHE, Bernard d', *De l'Étranger à la seigneurie à l'étranger au royaume, XI^e-XV^e siècles*, Paris, LGDJ, 2002.

RÉSUMÉS

Banni pour avoir injurié le roi et déclaré que les officiers de Charles VII étaient des Bretons, le destin du couturier gascon Bernard de Castaings illustre la superposition des définitions de l'étranger à la fin du Moyen Âge français. Entre punition et miséricorde, ce cas démontre que la mesure de la fidélité l'emportait dans l'analyse de l'identité. Au lendemain d'une conquête, les rois de France ralliaient donc la Guyenne en parvenant à lier naturalité française et bonne sujétion, avant d'imposer ce couple de termes à une population rétive, car attachée à la couronne anglaise depuis des siècles.

Banished for having insulted the king and said his officers were Britons, the fate of Bernard Castaings illustrates the mix of definitions of foreignness in late medieval France. Between punishment and mercy, this case demonstrates that the measure of fidelity prevailed in the analysis of identity. In the aftermath of conquest, the kings of France rallied Guyenne. They managed to link being French with being loyal to the king, before imposing these words to an unwilling population that had been attached to the English Crown for centuries.

INDEX

Thèmes : Guyenne

Index chronologique : XVe siècle

AUTEUR

PIERRE PRÉTOU

Maître de conférences d'histoire médiévale université de La Rochelle Centre de Recherche en Histoire Internationale et Atlantique – EA 1163